

## **Anses, une lettre de démission surprise et confinée du 1 Avril : vous y croyez vous ?**

A vous toutes et tous,

Devant le désastre écologique aux conséquences imprévisibles auquel nous assistons désormais, nous, responsables de l'Anses (*agence supposée être en charge de l'environnement et de la santé*) avons décidé de présenter notre **démission collective**. En effet, nous avons – bien trop tardivement sans doute - pris conscience que notre attitude irresponsable marquée depuis trop longtemps par notre surdité aux alertes émanant des scientifiques, par l'incohérence de nos décisions, de fait incompréhensibles pour les citoyens que vous êtes, nous implique directement dans le désastre actuel. Cette incohérence justement perçue par tous les citoyens - *du type les pesticides sont dangereux en ville mais pas à la campagne, sont dangereux à 4 mètres de vos maisons mais pas à 5, sont dangereux pour les enfants et les femmes enceintes mais pas dans vos assiettes, etc* - cette incohérence engendre, fait gravissime, une suspicion permanente vis-à-vis des autorités sanitaires, et nous en sommes pour partie responsable. A cette irresponsabilité s'ajoute notre incapacité à résister au lobbying, en France et en Europe, des industriels de l'agrochimie et de leur relais dans le monde agricole, voir scientifique, privilégiant toujours les intérêts économiques (souvent cachés derrière des paravents réglementaires) aux questions d'environnement et de santé. Ainsi à notre grande honte, à travers nos discours rassurants, lénifiants et cela à de trop nombreuses occasions, (nous avons tout de même dénoncé le cyanure des noyaux d'abricots et le danger des marrons d'inde...) nous avons servi de cache-misère au personnel politique qui s'abrite derrière nos déclarations irresponsables pour justifier une passivité désastreuse, une passivité que nous nous sommes toujours bien gardé de dénoncer.

Dans un contexte d'examen de conscience favorisé par la crise sociale et écologique du Covid19, nous avons donc décidé, divine surprise, cette démission collective. Cette décision a pour but de favoriser, non un x-ième changement de nom de notre agence, mais une réflexion collective sur la raison d'être, la structure et l'indépendance que se devrait d'avoir une agence de sécurité. L'agence est en effet à reconstruire de fond en comble pour enfin prendre en charge tant de l'environnement que de la santé des citoyens.

Avec nos sentiments les meilleurs,

Vos dé(sa)voués, Président, Directeur, Experts nommés ou autodésignés, tous employés d'état...